

Accès aux aliments, État et communautés paysannes au Pérou

Leticia DELGADO *

Dans cet article sont analysés la place des paysans des Andes péruviennes dans l'économie nationale et le rôle des importations alimentaires dans le pays. Sachant que les rapports entre les paysans des Andes et l'État s'expriment sur le marché des produits et du travail, il s'agit de repérer dans ces rapports les formes concrètes d'intervention des paysans andins en tant que groupe social, en accordant une attention particulière aux modes d'accès à la nourriture. Cette approche se justifie par le rôle déterminant joué par l'alimentation dans l'organisation des rapports sociaux d'une société paysanne péruvienne déjà très prolétarisée ou semi-prolétarisée, alors que le marché des produits andins est très peu développé. Elle s'appuie sur l'analyse des différenciations sociales des communautés paysannes du Haut Bassin du Cañete (Andes centrales) et sur leur participation au marché des aliments, comme producteurs et comme consommateurs (1).

ACCÈS AUX ALIMENTS ET CLASSES SOCIALES AU PÉROU

Les analyses de la consommation alimentaire au Pérou mettent souvent l'accent sur l'opposition côte-sierra qui recoupe l'opposition ville-campagne, la population urbaine s'orientant davantage vers le blé, le riz, les viandes et les produits laitiers, tandis que celle

- (1) Cette analyse a été réalisée dans le cadre d'une thèse de doctorat en sociologie du développement (1991, IEDES, Université de Paris I). La recherche de terrain a été réalisée en 1986-87 (au sein de l'accord Universidad agraria La Molina/ORSTOM), dans trois communautés paysannes du Haut Bassin du Río Cañete (à environ 120 km au sud-est de Lima).

* *Nutritionniste-sociologue, Centre d'études comparatives sur le développement (Cecod), 162 rue Saint-Charles, 75014 Paris. Adresse permanente : 25 av. Le Nôtre, 92420 Vaucresson.*

des zones rurales conservent une alimentation à forte composition de maïs et tubercules. Ces analyses montrent aussi que la part des dépenses alimentaires à l'intérieur des dépenses familiales est moins élevée à Lima et dans les grandes villes que dans les zones rurales (2), grâce aux revenus jusqu'à quatre fois plus élevés dans les premières (AMAT Y LEÓN *et al.*, 1981, p. 40; AMAT Y LEÓN, 1986, p. 50). Cependant, l'opposition ville-campagne ne tient pas compte des modes différentiels d'accès aux aliments selon les groupes sociaux. En effet, jusqu'à 63 % et 73 % des dépenses familiales du prolétariat et du semi-prolétariat urbain et rural respectivement sont consacrées à la nourriture ; la part des dépenses alimentaires des moyens producteurs est voisine de ces chiffres, celle des petits paysans s'élève à 78 %. Par contre, les catégories à haut revenu, qu'elles soient urbaines ou rurales, consacrent seulement 33 % de leurs dépenses familiales à la nourriture (TEALDO, 1986) (3). Il semble ainsi beaucoup plus pertinent de situer le débat au niveau des inégalités d'accès à la nourriture des différentes catégories de la société péruvienne. Nous nous intéresserons tout d'abord aux rapports entretenus par l'État avec les travailleurs urbains et les producteurs andins, la politique des prix alimentaires étant un élément fondamental de ces rapports.

État, travailleurs urbains et producteurs andins

La nécessité pour l'État de maintenir des bas salaires tout en assurant la reproduction de la force de travail urbaine, notamment à Lima qui concentre 50 % de la force de travail du pays, détermine la mise en place d'une politique alimentaire basée sur l'approvisionnement urbain à bas prix *via* l'importation et la subvention d'aliments. Comme la consommation urbaine au Pérou se caractérise par sa grande diversité (faible proportion de chaque produit dans le total des dépenses alimentaires), le rapport demande-prix (ou élasticité) de chaque produit est déterminé par l'effet substitution plutôt que par l'effet revenu (TEALDO, 1986), d'où l'importance du rôle des importations alimentaires qui, subventionnées à la consommation, se substituent à la production andine, elle, non subventionnée.

C'est à Lima, où le travail rémunéré est concentré, que se consomment les principaux aliments importés, tels que blé, riz, viandes et produits laitiers (AMAT Y LEÓN *et al.*, 1981, p. 199). Ces produits subventionnés depuis plus de vingt ans sont devenus des

- (2) Les dépenses alimentaires sont considérées en termes d'achat sur le marché ; elles n'incluent pas l'autoconsommation.
- (3) Ces chiffres datent de 1984. Le pouvoir d'achat a diminué à partir de 1986 et le SMIC ne couvrait que le quinzième du panier de la ménagère en 1987.

composantes importantes de la nourriture des travailleurs urbains, particulièrement en ce qui concerne les dérivés du blé.

En revanche, les familles des communautés paysannes (27 % des familles péruviennes) détiennent encore plus de la moitié de la production nationale de viande bovine, ovine et caprine, la presque totalité de la production de la pomme de terre et plus des trois quarts de la production de maïs amylicé ; elles sont par ailleurs les principales productrices de fèves, quinoa, orge, haricots et blé (CEPAL, 1984). Néanmoins, on a enregistré une baisse de moitié de la production agro-pastorale nationale depuis 1984 (CEPAL, 1988), notamment de la pomme de terre, du maïs et des haricots, en même temps qu'augmentaient les importations des produits de consommation urbaine (4). Les prix des produits agricoles nationaux étant régulés par le marché international grâce à l'effet de substitution de la demande, la croissance des importations réduit donc les revenus des paysans andins et détruit, au même temps, la production agricole nationale. D'autre part, les paysans ne sont pas en mesure de bénéficier des subventions alimentaires de l'État, parce que la distribution des produits subventionnés se limite pratiquement à la ville, et parce que leurs prix en milieu rural sont plus élevés, alors que les revenus des paysans sont encore plus faibles que ceux des travailleurs urbains. Dans ce sens, la politique des prix des aliments à la production et à la consommation rend parfaitement compte de la politique sociale de l'État (CORTEN, 1986), privilégiant les travailleurs urbains par rapport aux producteurs andins.

Les premiers assurent plus ou moins leur reproduction grâce aux subventions alimentaires, ce qui permet l'accumulation de capital par les groupes dominants (en particulier ceux liés aux firmes agro-alimentaires internationales) et assure une certaine « paix sociale » (HAUBERT, 1988). Quant à la main-d'œuvre agricole et aux paysans, leurs revenus se dégradent en raison de la baisse des prix agricoles, alors que leurs dépenses alimentaires augmentent à cause des prix appliqués par les intermédiaires et les commerçants locaux, et parce que des changements dans l'organisation domestique de la consommation se produisent, liés en particulier à la migration. Devant cette situation, les familles paysannes ont encore plus de difficulté à assurer leur alimentation par leurs propres moyens de subsistance, tout en s'intégrant au marché des produits.

- (4) Par contre, et malgré l'importation du même produit, la culture de riz (dont 68 % provient de la côte et 32 % de la forêt amazonienne) est devenue la troisième en volume de production vivrière et la deuxième en consommation urbaine, grâce à un gros appui de l'État en amont et en aval de la production, le prix à la consommation étant en outre subventionné (FAO, 1989).

STRATÉGIES PAYSANNES ET ALIMENTATION DANS LE HAUT CAÑETE

Les trois communautés paysannes que nous avons étudiées nous semblent représenter la diversité socio-économique du Haut Bassin du Cañete. Ces communautés ont transformé leurs systèmes de production afin de mieux les adapter à la demande urbaine. Dans les deux communautés agro-pastorales, les revenus proviennent de l'élevage bovin laitier (notamment de la vente de fromage) et, depuis peu, de la commercialisation de la pomme de terre irriguée. Dans la communauté d'éleveurs de moutons et d'auquéniés des Hauts Plateaux, où l'agriculture n'est pas pratiquée à cause de l'altitude trop élevée, la base des revenus est constituée par la vente des ovins et de la laine d'alpaga (qui est exportée), la viande des auquéniés n'étant pas prisee par les consommateurs urbains.

Les revenus obtenus sont inégaux, liés en particulier à deux ressources essentielles et limitées : la terre et la force de travail. Dans les deux communautés agro-pastorales, entre la moitié et les trois quarts des familles qui vendent sur le marché obtiennent un revenu inférieur au salaire minimum (5). Ces familles possèdent moins de 5 ha de terres (HERVÉ, 1988), réparties en deux à cinq parcelles, où elles cultivent principalement des tubercules, céréales et légumineuses. Leur production est absorbée essentiellement par l'auto-consommation et par divers usages sociaux (réciprocité, aide mutuelle, célébrations, etc.), les ventes ne concernent donc que de petites quantités et se pratiquent surtout à l'intérieur de la communauté et de la région. Enfin, un petit troupeau de chèvres ou de vaches fait souvent partie du capital domestique, surtout lorsque les familles peuvent compter sur la main-d'œuvre domestique.

À cause du manque de terres et du faible revenu agricole, un jeune de plus de 18 ans sur trois quitte sa communauté pour chercher du travail. Les bas revenus obligent aussi la moitié des chefs de famille à chercher une activité extérieure au foyer (HERVÉ, 1988), et la plupart d'entre eux sont embauchés comme main-d'œuvre journalière ou temporaire par les moyens producteurs de la même communauté. Ces derniers, qui constituent une proportion très variable des familles (entre 8 % et 21 % d'entre elles selon le degré d'insertion des communautés à l'économie de marché), possèdent en moyenne 5 à 10 ha de terre (HERVÉ, 1988); cela leur permet, outre la part de la production destinée à la consommation et aux usages sociaux, de diversifier leurs sources de revenus. Les familles sont les principales productrices de pomme de terre améliorée, dont elles obtiennent les meilleurs rendements; elles ont aussi augmenté les surfaces en

(5) 14400 intis/an en juillet 1987 (équivalent à 576 \$ US).

luzerne au détriment du maïs, afin d'élever du bétail bovin, qui nécessite moins de main-d'œuvre et dont le débouché urbain est assuré. Leurs revenus agro-pastoraux sont ainsi deux à six fois plus élevés que ceux des petits producteurs. Mais la baisse du prix de la viande s'est néanmoins répercutée sur tout leur système productif ; les coûts de production de la pomme de terre ont augmenté parce qu'il faut payer une main-d'œuvre désormais plus nombreuse et des intrants chimiques en plus grande quantité.

Enfin, et ceci concerne toutes les catégories de paysans, l'État ne contrôle pas la commercialisation des produits andins, et les producteurs ne sont pas organisés de façon à faire face à la « loi du plus fort » appliquée par les intermédiaires en ce qui concerne le prix à l'achat. En particulier, les commerçants laissent aux paysans le soin de transporter à leurs frais la marchandise jusqu'au point d'achat. La marge de bénéfice des producteurs est donc d'autant plus étroite que leur village ou hameau est reculé (NUÑEZ, 1987), notamment lorsqu'il n'existe pas de chemin carrossable reliant les communautés à la route, ou lorsqu'elles sont très éloignées des réseaux routiers comme celles des éleveurs des Hauts Plateaux. Les moyens et les gros producteurs de fromage et de pomme de terre tentent donc de commercialiser directement leur production vers les villes plus proches, mais la rareté et la mauvaise qualité des routes et des moyens de transport induisent des pertes importantes, surtout pour le fromage (DELGADO, 1988, p. 30).

Alimentation paysanne : changements et dépendance du marché

La situation des familles paysannes est tout aussi précaire quand il s'agit d'accéder aux denrées industrielles provenant du marché, dont les principales sont les dérivés du blé et le riz. Une étude réalisée dans les Andes centrales au début des années 80 avait montré que parmi les dépenses domestiques (productives ou non), la seule alimentation du chef de famille en absorbait 34 %. Les trois quarts du revenu familial étaient alors consacrés à l'achat de biens alimentaires d'origine industrielle (DALE, 1982). Notre étude, plus localisée, nous incite à penser que la situation s'est détériorée depuis. Si dans la communauté agro-pastorale du Haut Cañete la plus « intégrée » au marché les dépenses alimentaires des familles représentent près de la moitié des revenus obtenus par la vente de produits agricoles, dans l'autre, elles représentent entre un quart et la totalité des revenus, voire plus. Dans les deux communautés, on remarque aussi que les unités domestiques comptant le moins d'actifs (parce qu'elles sont au début ou à la fin du cycle domestique) ont généralement les plus bas revenus et, proportionnellement, leurs dépenses alimentaires sont plus élevées.

Néanmoins, la faiblesse des revenus n'est pas seule en cause, et l'évolution des structures de consommation peut aussi expliquer l'accroissement des dépenses alimentaires. En 1972, les dérivés industriels du blé et le riz représentaient respectivement 3,8 % et 3,6 % de la consommation paysanne andine (AMAT Y LEÓN *et al.*, 1981, p. 51). Dans les communautés étudiées, ces produits représentent actuellement 12 % et 8 % de la consommation annuelle. Qui plus est, ils constituent à eux seuls les trois quarts des dépenses alimentaires ; ils sont donc devenus essentiels aux stratégies alimentaires des familles paysannes. Ainsi, dans les deux communautés agro-pastorales, plus de la moitié (57 %) des produits consommés provient de la production familiale, tandis qu'un quart environ (24 % à 38 %) provient de l'achat chez les commerçants (6). De même, dans la communauté d'éleveurs d'ovins et d'auquéniés des Hauts Plateaux, le troc assure plus de la moitié (53 %) de l'approvisionnement alimentaire ; l'achat y est tout aussi élevé (36 % des aliments consommés) et la presque totalité des dépenses est également constituée par les dérivés du blé et le riz. Il est à noter, cependant, que les dépenses alimentaires ne représentent que moins d'un quart (18 % à 26 %) des revenus pastoraux dans cette communauté, ceux-ci étant plus élevés grâce au meilleur débouché de la viande par rapport aux produits agricoles.

Cette évolution dans la consommation est liée aux conditions actuelles d'insertion des paysans à l'économie nationale. On constate, en effet, une diminution de la main-d'œuvre domestique (obligée de chercher un revenu dans les villes puisque le travail de la terre ne permet pas d'assurer les dépenses et d'accumuler) depuis la baisse des prix agricoles, elle-même liée à l'importation des produits alimentaires. Il en résulte une déstructuration des familles paysannes qui transforme considérablement leur organisation sociale de la consommation. Dans ce contexte, les dérivés industriels des céréales, fournis par le marché, présentent certains avantages, dont celui de libérer une grande partie de la main-d'œuvre féminine pour le travail au champ (DELGADO, 1991 a). Les familles paysannes sont ainsi dans une grande mesure forcées de s'intégrer au marché en tant que consommatrices, ce qui augmente encore leur dépendance vis-à-vis de celui-ci.

Ceci explique la place accordée par les familles, d'une part, au maintien de cultures de subsistance afin de limiter cette dépendance et d'autre part, au troc et autres pratiques socio-alimentaires (réciprocité, redistribution), pour résister à leur déstructuration. Dans ce sens, notons que ces pratiques concernent l'ensemble des

(6) Le reste de la consommation provient essentiellement du troc et d'autres pratiques sociales (entraide, aide familiale, dons, échange de la nourriture contre du travail, etc.).

communautés, et que la part de l'autoconsommation (ou du troc chez les éleveurs) dans la consommation totale ne varie pas énormément en fonction des différentes catégories socio-économiques. Nous en déduisons que la place octroyée par les paysans à leur propre mode d'accès aux aliments, leur permet de réduire des différenciations internes déterminées par l'extérieur.

ÉTAT ET COMMUNAUTÉS PAYSANNES : LES TERMES DES RAPPORTS SOCIO-ALIMENTAIRES

L'État distingue deux catégories de paysans : la majorité d'entre eux est considérée comme consommatrice, bénéficiaire des programmes d'aide alimentaire (7) ; ce groupe recrute surtout dans le semi-prolétariat agricole et les petits paysans, mais les principaux bénéficiaires sont en fait les moyens producteurs (DELGADO, 1991 b). Ces derniers font aussi partie du second groupe et sont intégrés aux projets nationaux de développement agricole, dans une perspective qui relève moins de l'économique que du politique (pas d'encouragement à la production par l'octroi de crédits mais amélioration des infrastructures agricoles par le biais des projets d'aide alimentaire, dons en argent par le parti au pouvoir lors des élections municipales de 1987).

Les paysans andins sont pleinement conscients de cette différenciation et de leur exclusion de l'économie nationale, comme le montrent les discours tenus par les représentants de 3 200 communautés paysannes lors de réunions en 1986 (Rimanakuy, 1987). Le sens de ces discours n'est pas celui de l'isolement des paysans face à l'État, il renvoie au contraire à l'ensemble de la société rurale andine et à la place que celle-ci réclame dans l'économie et la société péruvienne : les rapports entre l'État et les communautés paysannes, en ce qui concerne l'accès aux aliments ayant été établis non seulement en termes d'exploitation mais aussi d'exclusion (HAUBERT, 1988). En définitive, l'État prend l'alternative d'une dépendance alimentaire par rapport à l'extérieur plutôt que par rapport à la société andine et il renforce, par sa politique des prix alimentaires à la consommation, les oppositions entre les travailleurs urbains et les producteurs andins. Tandis que la consommation des premiers est liée aux biens alimentaires assurés par le marché (et qui proviennent de l'importation ou de la production

(7) Plus de la moitié des projets d'aide alimentaire concerne en effet les communautés paysannes, considérées comme faisant partie de la « population à plus faible revenu » (*Plan nacional de seguridad alimentaria*, 1986 : 4-39)

capitaliste nationale), celle des seconds est déstructurée entre un auto-approvisionnement érodé par la mercantilisation de leurs systèmes alimentaires et un marché qui n'intègre pas les produits andins et qui accroît leur dépendance vis-à-vis de l'État et d'autres acteurs sociaux (commerçants, détenteurs du capital agro-alimentaire).

L'évolution actuelle des rapports sociaux alimentaires entre les communautés paysannes et l'État péruvien autorise cependant deux réflexions permettant de nuancer ce qui vient d'être écrit : d'une part, l'importance accordée par les familles paysannes à l'auto-approvisionnement pourrait aussi leur permettre de se « démarquer » d'une certaine façon des projets sociaux de l'État ; d'autre part, l'émergence récente d'un semi-prolétariat ou « secteur informel », numériquement et politiquement de plus en plus important et pour l'essentiel originaire des communautés paysannes, pourrait modifier les forces politiques de la société andine, d'autant que ce semi-prolétariat entretient des rapports très étroits avec le monde dont il est issu, grâce entre autres à la production alimentaire paysanne, dont il serait le principal consommateur.

BIBLIOGRAPHIE

- AMAT Y LEÓN (C.), CURONISY (D.), 1981. — *La alimentación en el Perú*. Universidad del Pacífico, Lima, 305 pp.
- AMAT Y LEÓN (C.), 1986. — *La familia como unidad de trabajo*. Universidad del Pacífico, Lima, 222 pp.
- CEPAL, 1984. — *Participación del campesinado peruano en la producción y abastecimiento de alimentos*. Santiago de Chile, 78 pp.
- CEPAL, 1988. — *Estudio económico de América Latina y el Caribe, 1987. La evolución económica por países : Perú*. Naciones Unidas, Santiago de Chile : 565-598.
- CORTEN (A.), 1986. — *Port au sucre. Prolétariat et prolétarisations, Haïti et République dominicaine*. CIDIHCA, Paris, 312 pp.
- DALE (C.), 1982. — *Penetración capitalista y estrategia comunal en la Sierra Central*. Universidad Agraria, Centro de Investigaciones Socio-económicas, Lima, 73 pp.
- DELGADO (L.), 1988. — *Pratiques alimentaires dans les communautés paysannes du Haut Cañete (Andes centrales, Pérou)*. Rapport de Mission UNALM/ORS-TOM, 47 pp., multigr.
- DELGADO (L.), 1991 a. — « Blé, savoir et saveurs. Alimentation et transition dans les Andes centrales péruviennes ». *Savoirs paysans et développement*, Georges Dupré (ed.), ORSTOM/Karthala, Paris : 155-180, 524 pp.

- DELGADO (L.) 1991 b. — « Food Aid in Peru : Refusal and acceptance in a peasant community of the Peruvian Central Andes », in : *Food and Foodways*, Cornell University, New York (sous presse).
- F.A.O., 1989. — *Politique rizicole au Pérou*. Comité des produits, Groupe intergouvernemental sur le riz. Rome, 7 pp.
- HAUBERT (M.), 1988. — *Coopératives de Réforme Agraire et Sécurité Alimentaire dans la Sierra Équatorienne*. VII^e Congrès Mondial de Sociologie Rurale. Bolognc, 21 pp.
- HERVÉ (D.), 1988. — *Projecto « Políticas Agrarias y Estratégias Campesinas »*. Rapport de Mission UNALM/ORSTOM, Lima, 72 pp., *multigr.*
- NÚÑEZ (M.), 1987. — « La comercialización de productos agropecuarios y derivados en la Cuenca Alta del río Cañete », in : *Boletín Sistemas Agrarios*, n° 3 : 18-53, UNALM/ORSTOM, Lima., *multigr.*
- Programa nacional de seguridad alimentaria, 1986. — *Acciones Prioritarias*. Instituto Nacional de Planificación, Lima, 56 pp.
- Rimanakuy '86. Hablan los campesinos del Perú, 1987. — Centro de Estudios Rurales « Bartolomé de las Casas », Cusco, 350 pp.
- TEALDO (A.), 1986. — « Demanda de alimentos y política de precios », in : *Socialismo y participación*, 35 : 1-21, Lima.